

LE PATRIOTE

Méfiez-vous
de l'homme
nu qui vous
propose
sa chemise.

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

200 Frs

12^e année

Campagne électorale

UN DÉBUT RASSURANT POUR DENIS SASSOU N'GUESSO

Le candidat de la majorité présidentielle Denis Sassou N'Guesso qui a démarré sa campagne électorale à Pointe-Noire, au Kouilou et au Niari, les 5, 6 et 7 mars 2021 a mobilisé les populations de ces localités autour de sa personne et de son projet de société dénommé : « *Ensemble poursuivons la marche* ».

Dans la capitale économique encore sous le choc de la crise économique, financière et sanitaire, il a rendu hommage au peuple pour avoir tenu debout face à la crise et promis que Pointe-Noire et le Congo dans son ensemble ne sombreront pas dans l'abîme, si les citoyens choisissent l'expérience qu'il est le seul à incarner parmi les sept prétendants au fauteuil présidentiel.

👉 6



Présidentielle 2021

LA COUR CONSTITUTIONNELLE N'ENTEND PAS BADINER AVEC SA CRÉDIBILITÉ

👉 4

Campagne électorale

LES CANDIDATS ET LEURS SOUTIENS DOIVENT JOUER À FOND LEUR PARTITION EN FAVEUR DE LA PAIX

👉 3

Listes des lieux
d'implantation des bureaux
de vote spéciaux
de la Force publique pour
l'élection du Président
de la République
scrutin du 21 mars 2021

👉 13-15

Campagne présidentielle 2021

GILDAS AMBENDET «DEMI-DIEU» AFFOLE LES COMPTEURS ET STRUCTURE L'OPINION AUTOUR DE DENIS SASSOU-N'GUESSO

Dans l'opinion, Gildas Ambendet Nguesso n'est plus un inconnu. Il plastronne sur des panneaux géants à Brazzaville et à Pointe-Noire, où il se dispute les espaces avec les candidats engagés dans la course vers le fauteuil présidentiel. Très visible, l'homme est hissé au rang de «Demi-dieu», grâce à son ouverture d'esprit, son humilité, et sa charité désormais légendaire. Porté par toutes les couches sociales et célébré par les artistes musiciens, Gildas Ambendet Nguesso est devenu un véritable phénomène. Des qualificatifs fusent de partout pour glorifier ce jeune homme dont la notoriété est à son paroxysme.

Encore inconnu du grand public il y a environ une année, Gildas Ambendet Nguesso, ce jeune de 35 ans, est devenu en quelques mois, une forte personnalité de fixation au sein de la majorité présidentielle. En très peu de temps, il s'est forgé un nom dans l'opinion et s'est taillé une bonne réputation. Désormais, il s'appelle «Demi-dieu». Cette étoile qui scintille dans le ciel déverse son auréole divine sur le candidat Denis Sassou-N'Guesso, dont il est l'un des porte-étendards. Dans l'opinion, il s'impose comme un véritable phénomène, une bête de scène, une idole... C'est sans doute l'acteur politique dont la majorité présidentielle avait besoin, pour booster les effets de campagne du Président-candidat.

Contrairement aux pratiques habituelles de publicité politique, consistant à recourir aux formes classiques et tapageuses de communication, comme la participation aux débats publics ou des meetings médiatisés, Gildas Ambendet Nguesso lui, a opté pour un marketing politique silencieux et intelligent, au travers des photos géantes affichées le long des grandes artères des principales villes du pays. Sa popularité se nourrit aussi et surtout de ses nombreux actes philanthropiques en faveur des couches démunies et personnes vulnérables. Son sens du partage et son altruisme lui permettent aujourd'hui de se démarquer des autres soutiens du Président Sassou, souvent critiqués pour égoïsme et leur indifférence à l'égard des

préoccupations exprimées par les populations.

La consécration populaire et inattendue de « Demi-dieu »

Nombreux parlent de lui sans l'avoir vu. Très sobre, il sait faire parler de lui, sans ostentation. Il donne aux plus démunis, sans se préoccuper de leurs origines. Dans l'anonymat, il appuie ceux qui veulent entreprendre isolément ou en groupes organisés, sans tenir compte de leur appartenance politique. Par exemple, en septembre 2020, l'homme a ouvert un centre de couture et de coiffure à Makélékélé, permettant ainsi à une cinquantaine de jeunes de se former. De nombreux étudiants soutenus par ce bienfaiteur ne cessent de porter des témoignages sur les largesses qui leur sont accordées. De même, il entretient sans réserve, les personnes vulnérables qui se présentent à lui : veuves, orphelins et personnes âgées ou vivant avec handicap, de toutes obédiences. Aujourd'hui, «Demi-dieu» est porté par l'opinion majoritaire, de Madibou à Talangaï, en passant par Bacongo, Makélékélé, Mfilou, Mougali, Djiri, Poto-Poto, Ouénzé... Partout, ses photos parlent aux passants. Ce qui fait de lui, une nouvelle coqueluche des jeunes qui ont une histoire à raconter. En témoigne, la chanson « Jalousie » qui fait le buzz dans le pays de nos jours. Composée en son honneur par le très célèbre DJ Afara Tséna Fushima, elle vante l'extrême générosité de ce jeune garçon élevé à l'ombre de sa cousine, Edith Lucie Bongo Ondimba. Parallèlement à cette irrésistible montée en puissance,



Gildas Ambendet Nguesso est un jeune homme dont l'élégance, fascine l'opinion, gagne en personnalité. Il se distingue par la haute qualité de ses bracelets, manchettes et chaussures, ainsi que par ses costumes bien charpentés dans les grands ateliers de Paris, Londres, Rome et d'Ankara...

L'effet Ambendet Nguesso «Demi-dieu» dans la campagne de DSN

En apparence, l'homme n'a rien d'extraordinaire. Ainsi, rien ne prédisposait cet enfant de la famille présidentielle à jouir d'une telle popularité. Pourtant, aujourd'hui tout lui réussit, pour soutenir pleinement la campagne électorale de son oncle paternel.

Gildas Ambendet Nguesso

papa qui, baignant dans l'opulence, dissipe une partie de la fortune familiale. D'autres, au contraire, pensent que ses actes sont ceux d'un homme de cœur qui sait donner à l'argent sa vraie dimension, sa vraie valeur, celle de servir les bonnes causes et les autres, sans avilir, ni assujettir les bénéficiaires. Ainsi, la plupart de ses cérémonies se déroulent sans caméra, ni micro. Chez lui, tout se passe sans trompette. Seuls les témoignages sur ses bonnes œuvres se propagent dans la société. En effet, l'homme a préféré les actes aux discours oiseux, souvent ennuyeux et révoltants. Ses actes parlent plus que cent personnes réunies. A l'instar des acteurs de la Révolution française en 1789, « Demi-dieu » étend ses photos dans tout le pays et s'attache à cultiver une image positive, en s'affichant avec des jeunes, des femmes et des foules en liesse... Ainsi, il a réussi à projeter une image porteuse d'espoir dans tous les milieux, y compris ceux traditionnellement hostiles au pouvoir actuel, en engageant en silence un dialogue fécond avec ces milieux. Prenant ainsi le relais, ses admirateurs créent et diffusent des messages qui suscitent une forte adhésion. Aujourd'hui, le nom de Gildas Ambendet Nguesso s'invite avec force dans les causeries entre jeunes, ce qui le rapproche de tous les publics en même temps, et lui permet de nouer des contacts solides avec chacun d'eux. L'effet Ambendet Nguesso continue de se propager comme une onde hertzienne. Il porte plus loin le message du candidat Denis Sassou-N'Guesso.

Jules Débel



RIVIERA

HOTEL

-50%

DE RÉDUCTION SUR TOUTES NOS CHAMBRES

📞 24h/24 : (+242) 06 885 24 24

📞 (+242) 05 000 01 55

🌐 riviera hotel riviera

✉️ hotrivieracongobrazza@gmail.com

📍 105, av. Gallieni, Mpila B/ville Rép. du congo



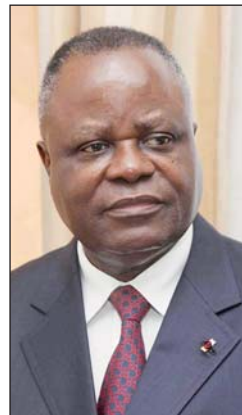
est en passe de gagner la bataille de la conquête de l'opinion publique congolaise généralement contestataire et versatile. Dans notre contexte national marqué par une pauvreté galopante, où la précarité est à toutes les portes, Gildas Ambendet Nguesso sait manifester ce que l'Abbé Pierre appelait «l'insurrection de la bonté», notamment à l'égard de ceux qui sont dans le besoin. Les uns y voient un fils à

Campagne électorale

LES CANDIDATS ET LEURS SOUTIENS DOIVENT JOUER À FOND LEUR PARTITION EN FAVEUR DE LA PAIX

La préservation du bien commun qu'est la République du Congo, pendant et après la campagne électorale ainsi que le respect d'une campagne électorale civilisée sont entre autres préceptes que chaque candidat est appelé à intérioriser tout au long du processus électoral en cours. Le ministre de l'intérieur Raymond Zéphirin Mboulou et le président de la Commission nationale électorale indépendante Henri Bouka, étaient revenus en long et large dans leurs différents messages sur ces questions fondamentales. Une façon d'inviter tout un chacun à la retenue, d'interpeller les journalistes et les internautes sur les risques d'intoxication et de désinformation. Malheureusement, le constat fait dès le premier jour de la campagne, révèle que des photos d'un candidat ont été triturées fort probablement par des groupes de jeunes organisés et intéressés.

Ces élections qui ont été préparées dans la plus complète quiétude, la paix et l'unité du Congo, doivent s'achever dans les mêmes conditions. Mais hélas ! Certains candidats à l'élection présidentielle de mars 2021, lors de la précampagne, s'étaient déjà distingués par le mensonge, la manipulation et la stigmatisation des autres candidats. Ce qui était déjà un faux pas dans une compétition politique qui se veut loyale et dont l'objet essentiel est la vente du projet de société par chaque compétiteur. Parmi ces candidats ayant brillé par un comportement irrévérencieux, figure en bonne place, Mathias Dzon qui avait pris le malin plaisir de dire des contrevérités sur les autres candidats dont Denis Sassou N'Guesso. En guise d'illustration, il avait affirmé que pendant le séjour de travail du président Denis Sassou N'Guesso à Pointe-Noire et dans le Kouilou, ce dernier avait inauguré un marché inachevé. Pourtant, tous les Congolais lucides l'ont plutôt vu à la télévision, en train de visiter le chantier du marché moderne de l'arrondissement Lumumba, sans plus. Il s'agit là d'un grossier mensonge indigne d'un prétendant à une fonction aussi prestigieuse que celle de président de la République. Dans sa cabale contre son ancien mentor, Mathias Dzon a annoncé sans en apporter la moindre preuve, l'existence des centres occultes de délivrance des cartes nationales d'identité. De même, il a affirmé dans une vidéo postée sur la toile que, les jeunes d'Ollombo avaient rassemblé puis brûlé les effigies du président Denis Sassou N'Guesso. Ce qui constitue pour lui un motif de rejet. Un vrai canular qui a surpris à la fois les jeunes, les autorités et la population de cette circonscription administrative du département des Plateaux. Mathias Dzon n'a de cesse de multiplier des revendications dont certaines visaient tout simplement à remettre en cause, des points ayant



déjà fait l'objet de consensus au cours de la récente concertation politique de Madingou à laquelle ses représentants avaient pris activement part. On peut citer pêle-mêle, l'annulation du vote par anticipation des militaires et l'organisation d'une conférence des candidats ou de leurs représentants. Autant de revendications qui laissent croire que le candidat Mathias Dzon est à la recherche des faux-fuyants pour décrocher, comme il en a l'habitude. Le but poursuivi étant de décrédibiliser le scrutin du 21 mars 2021. Mathias Dzon mu par sa farouche volonté de nuire à la réputation de son challenger Denis Sassou N'Guesso, a dénoncé à tort, ses récentes visites de travail à travers le pays. Pourtant, il est censé savoir que la Constitution du 15 octobre 2015 dans son article 76 indique : « le mandat du président de la République débute le jour de sa prestation de serment et prend fin à l'expiration de la cinquième année suivant le début de celui-ci ». Qu'à cela ne tienne, l'élection présidentielle prévue le 21 mars 2021 aura bel et bien lieu à la date échue. Une fois de plus, l'administration et la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) ont démontré par ce respect du calendrier électoral, leur ferme détermination à conduire le pays vers des élections libres, crédibles et transparentes et ce, à la grande satisfaction de tous

les candidats. Ce faisant, l'administration et la CNEI consolident en outre l'ancrage de la démocratie en République du Congo. En effet, la communication politique jouant un rôle éminemment sensible et

complexe, les candidats devront donc savoir s'en servir pour ne pas bousculer les fondamentaux de la République, en l'occurrence la paix, l'unité, la démocratie et le progrès. Une mauvaise manipulation de la commu-

nication peut brûler le pays. Et quand elle est conforme aux règles établies, la communication construit et unit ce qui était éparé. Ainsi, les différents candidats doivent plutôt se consacrer à la présentation de leurs projets de société respectifs que de passer le plus clair de leur temps à stigmatiser les autres candidats. La presse et les réseaux sociaux qui sont appelés à couvrir la campagne électorale doivent faire extrêmement attention, pour ne pas ruiner leur crédibilité. Il est de notoriété publique que la période de campagne est synonyme de tolérance politique, parce qu'elle exige de tous, candidats comme soutiens, le respect des candidats et de leurs affiches.

Patrick Yandza

La parabole de l'éléphant

L'ÉLÉPHANT ET LES SIX AVEUGLES

Il était une fois, un village peuplé d'aveugles. Le matin, alors que les habitants commençaient à dérouler leurs programmes du jour, un membre de la cour royale fut dépêché ici pour informer la population de l'arrivée du prince, à dos d'éléphant. Qu'est-ce qu'un éléphant, se demandèrent les aveugles ? L'envoyé du Prince leur répondit qu'il s'agissait d'une bête gigantesque, en tout point, extraordinaire. Cela suscita bien leur curiosité que les aveugles voulurent à tout prix approcher l'éléphant et au besoin le toucher, pour s'en faire une idée réelle. Ainsi, à l'arrivée du cortège du Prince, six d'entre eux furent autorisés de toucher le pachyderme et d'en parler aux autres. A tour de rôle, ils palpèrent l'animal en faisant des commentaires à la foule : Le premier s'avança doucement, toucha la queue du pachyderme et dit : « l'éléphant ressemble à un gros balai à brindilles ». Le second toucha la patte et s'exclama : « bien sûr, il ressemble à un tronc d'arbre ». Le troisième se mit à palper le ventre de l'animal et dit : « il ressemble à un mur ou à une barrique ». Le quatrième posa sa main sur la trompe ondulante et dit : « votre éléphant est semblable à une grosse corde rugueuse ». Le cinquième palpa le pavillon de son oreille et dit : « il ressemble plutôt à une feuille de bananier ». Le sixième approcha lentement et se mit à tâter une défense, puis s'exclama : « Oh !

Oh ! Rond, lisse et pointu, l'éléphant est comme une lance ».

Une chaude discussion s'engagea entre les six aveugles qui eurent du mal à se comprendre. C'est alors qu'un homme sage se leva et dit : « vous avez tous partiellement raison. Car, chacun de vous n'a touché qu'une infime partie de l'éléphant. C'est cela qu'il appelle l'éléphant. En effet, l'animal ne ressemble pas à un gros balai, mais c'est sa queue qui en a l'air. De même, il ne ressemble pas à un tronc d'arbre, mais c'est sa patte qui donne cette apparence. Il ne ressemble pas à un mur, mais son ventre donne cet aspect. Enfin, l'éléphant ne ressemble ni à une corde, ni à une lance mais c'est sa trompe et sa défense qui ont ces formes ».

La morale que mon grand-père en tire, c'est qu'il peut avoir une part de vérité dans ce que l'on dit. Mais, la vérité est si relative et si complexe qu'elle comporte plusieurs facettes difficiles à saisir d'un trait. Il suffit de s'interroger sur la pièce du puzzle que l'on a entre ses mains, pour se convaincre qu'elle renvoie à une donnée collective. Car, c'est en rassemblant tous les morceaux du puzzle que l'on aboutit à une image plus complète. Ainsi, pour se faire une idée achevée de l'éléphant, il faut avoir une grande ouverture d'esprit et remettre en question ses propres principes, ses présomptions et ses croyances.

Jules Débel

Présidentielle 2021

LA COUR CONSTITUTIONNELLE N'ENTEND PAS BADINER AVEC SA CRÉDIBILITÉ

Les douze coordonnateurs de la Cour constitutionnelle chargés de veiller chacun, en ce qui concerne ses prérogatives, à la régularité du scrutin présidentiel du 21 mars prochain sont connus. Il en est de même pour les 84 délégués chargés de surveiller le déroulement des opérations du vote sur l'ensemble du territoire national. On ose croire qu'avec la nomination de ces émissaires de la Cour constitutionnelle par Auguste Iloki, président de cette institution, que le vote aura lieu dans la transparence, la liberté et l'équité.

La mission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) a eu le privilège d'avoir la primauté de ces décisions, lors de l'entretien qu'elle a eu le 3 mars 2021, avec le président de la cour constitutionnelle, Auguste Iloki. En séjour de travail en République du Congo pour s'informer des actes préparatoires relatifs au scrutin des 17 et 21 mars prochains, la délégation conduite par Baudoin Hamuli Kabaruzza, représentant de la CEEAC au Congo a été suffisamment édifiée à cet effet. En guise d'illustration, la délégation de la CEEAC a eu des informations de première main sur le rôle de la Cour constitutionnelle. Ses textes fondamentaux indiquent que la Cour constitutionnelle veille à la régularité de l'élection du président de la République, en accomplissant des actes d'envergure avant, pendant et après le scrutin. Cette rencontre a permis aux membres de la délégation



La Cour constitutionnelle privilégiera la loi

de se faire une idée exacte sur le processus électoral au Congo. Dans ses explications, Auguste Iloki a donné aux détails prêts, ce que la Cour constitutionnelle a déjà fait dans le cadre de la présidentielle de 2021. Selon le président de la Cour constitutionnelle, « en tête, il y avait la désignation du collège des trois médécins assermentés...La Cour

constitutionnelle a reçu les dossiers des candidats transmis par la direction générale des affaires électorales. Elle les a examinés et a dressé la liste des candidats retenus. Conformément à l'article 56, la Cour constitutionnelle a pris des ordonnances nommant les coordonnateurs et les délégués qui les représenteront dans les départements. La Cour constitu-

tionnelle prévoit l'examen des réclamations, autant elle examinera les résultats et les proclamera de manière définitive, avant de recevoir le serment du président élu. Sur la base des informations reçues, la délégation de la CEEAC dressera le rapport qu'elle transmettra par la suite au président de la commission ayant prescrit cette mission en République du

Congo. Consciente du fait qu'une élection présidentielle est un moment extrêmement important pour la vie d'une nation, la commission de la CEEAC a dépêché ses émissaires au Congo pour mieux comprendre le contexte pré-électoral et le rôle des institutions chargées des élections dans ce pays. « Nous avons rencontré les hautes autorités en charge des élections. Le président de la Cour constitutionnelle nous a tout dits, expliqués le rôle et le niveau d'intervention de cette institution dans le processus électoral », a concédé le chef de la mission conduite par Baudoin Hamuli Kabaruzza. En effet, a-t-il renchéri, « la CEEAC a un mandat d'accompagnement des processus électoraux dans les Etats membres. En vertu de la déclaration de Brazzaville, la mission travaille dans le domaine électoral, en appuyant le processus au niveau de la CNEI, mais également en l'accompagnant dans son ensemble. Nous remettrons notre rapport au président de la commission qui le transmettra aux plus hautes autorités de la communauté ». A ce stade des préparatifs, la mission n'a émis aucune inquiétude, ni fait d'objections particulières. Cependant, la CEEAC espère qu'il en sera ainsi jusqu'au bout du processus.

Marlène Samba

Election présidentielle de mars 2021

HENRI BOUKA APPELLE LES CANDIDATS A LA MATURETE POUR PRESERVER LES ACQUIS

Le corps électoral encore provisoire, en attendant les listes définitives d'addition, est estimé à 2 millions 545.578 électeurs qui se rendront dans les 5.778 bureaux de vote disséminés sur l'ensemble du pays pour l'élection présidentielle, des 17 et 21 mars 2021.

L'annonce a été faite le 4 mars dernier à Brazzaville par le président de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CNEI), Henri Bouka, au cours d'une conférence de presse consacrée à l'évolution du processus électoral au Congo. A cette occasion, l'opinion nationale et internationale a été fixée sur les actes préparatoires de ce vote. « Nous venons d'enregistrer 350.000 demandes de nouvelles inscriptions sur les listes électorales. En ce qui concerne le vote général, nous avons un corps électoral provisoire de 2 millions 545.578 électeurs pour un total de 5.778 bureaux

de vote sur l'ensemble du pays », a-t-il reprécisé, en rappelant que le vote des civils est fixé au 21 mars et celui de la force publique au 17 mars 2021. Balayant d'un revers de main les rumeurs de tout genre véhiculées par certains compatriotes dont l'intention est de troubler la paix, le président de la CNEI a répété haut et fort qu'il n'y a aucun bureau de vote ni dans une caserne, ni dans un palais de justice, conformément à l'arrêté qui détermine et fixe les lieux d'implantation de ces bureaux. « Il n'en sera jamais ainsi, car la loi l'interdit ». S'agissant de la sécurité des candidats à cette élection présidentielle, le président



Henri Bouka a fait savoir que les dispositions ont été prises pour que chaque candidat bénéficie d'une garde. Ce, à compter du 5 mars 2021, jour de l'ouverture de

la campagne électorale jusqu'au jour de la proclamation des résultats définitifs. Cette garde sera armée et prise en charge par l'Etat. Henri Bouka dont la structure est chargée par la loi de veiller au bon déroulement de la campagne électorale, a signifié que cette campagne consiste pour chacun, à présenter et à défendre son projet de société pour lequel, il veut obtenir les suffrages de ses compatriotes. « Nous surveillerons leurs déclarations sur le terrain. Bien sûr qu'il pourra y avoir des propos transversaux, des polémiques électorales entre candidats, mais qui ne doivent pas dépasser le seuil de tolérabilité », a prévenu

le président de la CNEI, qui ne tardera pas à intervenir pour ramener poliment les uns et les autres à l'ordre et au respect de la loi, en cas de dérapage. On sait par exemple que la loi proscribit entre autres les invectives, les attaques personnelles et la diffamation. Pour Henri Bouka, il s'agit de tenir un vote apaisé, en toute transparence et dans le respect strict de la loi, car « personne ne refuse la paix sans laquelle on ne serait pas ici pour faire acte de candidature ». C'est ainsi qu'il a interpellé tous les Congolais, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest pour qu'ils préservent les acquis, notamment l'unité de la Nation, étant donné que même pendant et après l'élection, le Congo reste un Etat unitaire tel que le stipule l'article 1er de la Constitution congolaise. Notons que les listes d'électeurs vont être publiées incessamment, en attendant la distribution des cartes d'électeur qui se fera huit jours avant la date du scrutin.

Gulit Ngou

Présidentielle de Mars 2021

LES CONGOLAIS DOIVENT TIRER LES LEÇONS POUR NE PAS FAIRE UN SAUT DANS L'INCONNU

Le coordonnateur de la plateforme Synergies 2021 DSN Congo, Williams John Bongho, a interpellé le 1er Mars 2021 à Brazzaville, les Congolais, afin qu'ils évitent de faire un saut dans l'inconnu lors de l'élection présidentielle des 17 et 21 mars prochain. Cette interpellation a été faite au cours d'un déjeuner de presse marquant le lancement des activités de cette plateforme qui soutient le candidat Denis Sassou N'Guesso.

Acette occasion, il a tenu à faire remarquer que « les nouvelles personnes que nous voulons pour la gestion du pays demain ne viendront pas du ciel. Ce sont les mêmes Congolais qui sont là autour de nous, les uns sont en train de nous diriger et les autres le seront demain. Nous avons fait le choix de Denis Sassou N'Guesso qui, depuis, est au service des Congolais, du pays et des sollicitations internationales pour la paix et l'environnement ».

Dans un communiqué publié à l'issue de ce déjeuner de presse, cette plateforme qui accompagne le pays notamment dans le secteur de l'entrepreneuriat, de l'emploi, de la santé et de l'économie numérique, pense que l'acuité avec laquelle se posent ces questions et la complexité des éléments de solution exigent aux responsabilités, des hommes politiques aguerris, c'est donc une nécessité d'avoir des leaders à la hauteur des défis auxquels les Etats sont confrontés.

De ce point de vue, souligne



Synergies 2021, le Président Denis Sassou N'Guesso n'a plus rien à démontrer, son expérience et son expertise plaident en sa faveur. Ce qui lui vaut la reconnaissance de ses pairs et illustre bien de la place qu'occupe le Congo, sous sa conduite, dans le concert des nations.

En effet, chaque fois qu'il s'est agi d'assurer l'intermédiation

entre des belligérants, de rapprocher les peuples, de rechercher les solutions de concorde, de valoriser les stratégies de paix et de prémunir contre le recours aux armes, afin de faire prévaloir la fraternité, le Président a toujours été prompt à faire œuvre de serviteur pour la paix entre les peuples. Sa contribution dans le processus de la libération de Nelson Mandéla, son engagement en Namibie, en Angola, en Libye, au Mali, au Tchad, en République Démocratique du Congo, en Centrafrique, en est une parfaite illustration.

Denis Sassou N'Guesso, notifie cette organisation non gouvernementale, est un dirigeant de stature internationale reconnu, considéré et respecté dont les conseils et l'appui sont sollicités. Sa place de choix à la COP 21 à Paris est révélateur de ce fait. Son parti pris pour tous les mécanismes de prévention, de gestion et

règlement de conflits, sous l'égide de l'ONU et de l'UA, ont fait de lui un interlocuteur privilégié et incontournable de la diplomatie internationale, ce qui lui vaut l'amitié des grands de ce monde.

En outre, il fallait une capacité de dépassement de soi, une audace constructive et une volonté farouche de servir, pour engager, entre autres, les différentes séquences politiques de dialogue entre les filles et fils du Congo.

Denis Sassou N'Guesso, poursuit le document, « est un homme de la parole donnée qui se traduit en parole tenue. C'est un homme qui fédère, mobilise et entraîne, transcendant ainsi les clivages et les contingences partisans. Il incarne la Nation par sa vision et sa volonté de progrès social dont le pilier fondamental demeure la paix sans laquelle le vivre ensemble et le bâtir en commun n'est que chimère ».

Il a toujours été animé par une ambition dont la mission n'a pour dessein que le développement du Congo. C'est ainsi qu'il est un bâtisseur comme en témoigne la métamorphose de Brazzaville et des différentes villes de l'intérieur via la politique de municipalisation. Ce qui a permis de désenclaver le pays et de le doter

d'équipements et infrastructures modernes qui répondent aux besoins des populations, par exemple la construction des infrastructures routières entre autres.

Pour Synergies 2021 DSN, cette élection présidentielle traduit la maturité politique de la population et des politiques. C'est cette alliance de la responsabilité politique et de l'esprit citoyen qui permet d'asseoir la démocratie au Congo, créant ainsi les conditions idéales pour le développement. Car rien ne peut se faire s'il n'y a pas de stabilité politique qui garantit un environnement social et économique propice aux investissements, donc au développement.

Cet ancrage démocratique qui fait du Congo un exemple, « nous le devons au Président Denis Sassou N'Guesso par sa détermination à préférer le dialogue, la paix aux tensions sans lendemains qui fourvoient et retardent la Nation ». Avec le succès de sa réélection, Synergies 2021 DSN continuera à consolider l'existant et à construire le futur pour les nouvelles générations, donc assurer la permanence du Congo.

Gulit Ngou



Communiqué de presse

La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), procède, ce lundi 8 mars 2021, à la remise officielle de deux centres de santé intégrés (CSI) à Brazzaville.

Dans le premier centre, celui de NKOMBO MATARI, situé dans le 9ème arrondissement de Brazzaville, Djiri, la SNPC a réhabilité le premier module qui abritait l'administration et le service de soins.

Aujourd'hui, ce module est exclusivement réservé au service de soins. Il dispose de toutes les unités fonctionnelles avec un nouveau bloc opératoire et des salles d'hospitalisation de courte durée.

Le second module, quant à lui, est constitué de trois bâtiments entièrement construits par la SNPC. Le premier bâtiment abritera l'administration et la pharmacie du CSI et les deux autres seront destinés au logement de l'équipe médicale.

D'autres ouvrages et du matériel d'appui sont également mis à la disposition du CSI. Il s'agit de :

- Un forage et une réserve d'eau de plus de 9 m3, avec surpresseur ;
- Une guérite de 12 m2 ;
- Une paillote de 33,96 m2 ;
- Une voirie et des Réseaux divers aménagés en toute conformité.

La deuxième structure sanitaire Marien NGOUABI, est située dans le 6ème arrondissement de Brazzaville, Talangaï. Elle est constituée du CSI et de l'hôpital pédiatrique.

- L'hôpital pédiatrique d'une surface au sol de 438,19 m2, est composé de 18 pièces et deux terrasses ;
- Le CSI comprend un bâtiment principal d'une surface de 356,26 m2, avec 18 pièces et une terrasse ouverte.

La SNPC y a également construit une nouvelle maternité de 14 pièces et d'une terrasse. Parmi ces pièces, il y a :

- Une salle d'accouchement de 4 lits ;
- 3 salles de suite de couche ;
- Une salle de stérilisation ;
- Une buanderie.

Des bâtiments annexes ont été construits, pour divers usages.

Les CSI de NKOMBO MATARI et Marien NGOUABI de Talangaï sont entièrement rééquipés et dotés chacun de :

- Un incinérateur ;
- Un groupe électrogène ;
- Une ambulance ;
- Deux véhicules utilitaires.

La SNPC entend poursuivre ces actions, avec la construction prochaine de trois CSI, dont deux à Pointe-Noire et un à Etoumbi, dans le département de la Cuvette Ouest.

« L'énergie au service de l'éducation »

SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES DU CONGO

Tour SNPC - Boulevard Denis SASSOU NGUESSO - BP 188 - BRAZZAVILLE - REPUBLIQUE DU CONGO

Tél. : + (242) 222 810 964 - Fax : + (242) 222 810 492 - Site : www.snpc-group.com

Etablissement public à caractère industriel et commercial au capital de 81 334 654 844 Francs CFA

Campagne électorale

UN DÉBUT RASSURANT POUR DENIS SASSOU N'GUESSO

Le candidat de la majorité présidentielle Denis Sassou N'Guesso qui a démarré sa campagne électorale à Pointe-Noire, au Kouilou et au Niari, les 5, 6 et 7 mars 2021 a mobilisé les populations de ces localités autour de sa personne et de son projet de société dénommé : « Ensemble poursuivons la marche ». Dans la capitale économique encore sous le choc de la crise économique, financière et sanitaire, il a rendu hommage au peuple pour avoir tenu debout face à la crise et promis que Pointe-Noire et le Congo dans son ensemble ne sombreront pas dans l'abîme, si les citoyens choisissent l'expérience qu'il est le seul à incarner parmi les sept prétendants au fauteuil présidentiel.



Denis Sassou N'Guesso décline son projet de société

Denis Sassou N'Guesso a ouvert sa campagne électorale dans la capitale économique. Les Ponténégrins ont été nombreux à écouter de leurs propres oreilles, le candidat Denis Sassou N'Guesso. Dans un français

facile et accessible à tous, il s'est illustré comme un homme de la situation et « meilleur défenseur des intérêts du peuple ». Face à une foule extrêmement dense et bigarrée et après le passage des responsables au plan national de sa campagne

électorale, le candidat de la majorité présidentielle, a peint avec ses propres mots la crise féroce qui cisaille le monde entier. Cette crise dont les effets les plus néfastes n'ont épargné le Congo a pris ses racines en 2014. Elle a été amplifiée par

la pandémie à coronavirus en 2020. Les populations des localités précitées ont témoigné à leur potentiel champion leur total soutien à travers la monstre mobilisation.

Dans un discours suffisamment rassurant, le candidat Denis Sassou N'Guesso a situé l'enjeu de cette élection en ces termes : « Le 21 mars 2021, nous aurons une élection importante. Elle se déroulera à un moment d'incertitudes, en pleine crise qui frappe le monde entier et le Congo. Vous avez raison de dire que dans ces moments d'incertitudes, le peuple a besoin des hommes d'expérience. Et moi, je mettrai toute mon expérience au service de la jeunesse. La crise nous l'avons connue... Et, notre peuple face à cette grave crise, sous la direction de son président et de son gouvernement, a fait preuve de résilience. Aujourd'hui, je dois rendre hommage à ce peuple parce que grâce à son courage et à sa discipline, nous avons pu limiter les dégâts... Je dois dire que malgré la crise, nous sommes restés debout ».

Il a conforté l'espoir de ses hôtes en citant des chantiers entrepris malgré la crise et quelques spécimens d'ouvrages générateurs d'emplois et de revenus, avant de justifier et de présenter son projet de société intitulé Ensemble, poursuivons la marche. « Nous vous présentons ce nouveau projet, parce que la marche vers le développement a été contrariée par la crise. Nous allons poursuivre la marche à travers ce programme libellé en neuf points. Le premier point c'est la paix. Nous nous engageons tous à maintenir la paix dans le pays. Nous allons nous engager pour le redressement économique du pays et nous avons la

capacité de rebondir. S'agissant de la diversification, au cours du mandat si votre champion est élu, votre candidat propose un vaste programme de développement de l'agriculture au sens large du terme. Ce sera une grande émulation de tous les départements, de tous les cadres, les jeunes et les mamans. C'est tout le peuple qui va se lever pour mettre fin à la dépendance alimentaire. Notre pays importe pour 700 milliards de FCFA par an c'est une honte », a fait savoir le candidat Denis Sassou N'Guesso.

Le candidat de la majorité présidentielle a précisé que le gouvernement mettra en jeu, les moyens nécessaires au développement de l'agriculture. « Lorsque nous aurons lancé ce programme, nous aurons donné des milliers et des milliers d'emplois aux jeunes et créé les conditions de formation qualifiante ». Denis Sassou N'Guesso promet de construire une université à Pointe-Noire pour ne pas être déphasage avec le concept de « l'économie du savoir ». Pour l'essentiel, son projet de société s'articule autour de « la consolidation du vivre-ensemble, la relance économique et la création des emplois ; le développement soutenu par l'agriculture au sens large, le progrès social pour tous dans la solidarité, l'appropriation du développement durable, l'éradication des antivaleurs, la revitalisation des sports et la réorganisation de l'outil diplomatique ». Ces pertinentes promesses ne peuvent être mises en musique que si les citoyens « transformaient en bulletin dans les urnes », leur mobilisation pendant les meetings.

Ernest Otsouanga

Présidentielle 2021

NICK FYLLA SENSIBILISE LES ÉLECTEURS DE LINZOLO

Une des grandes circonscriptions électorales du Pool, Linzolo n'a aucune raison de ne pas accorder ses suffrages au candidat de la majorité présidentielle. Ces assurances viennent d'être réitérées à Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes au cours de la rencontre qu'il a eue avec la population de cette localité le 2 mars 2021. Cet entretien lui a permis de renforcer la confiance entre les habitants de cette localité et Denis Sassou N'Guesso.

Si le message d'Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes à Linzolo est le même qu'il délivre partout où il est passé dans le département du Pool, celui de Linzolo comportait quelques nuances sociologiques, parce qu'il était cette fois-ci face à ses propres frères, neveux, fils, oncles ou cousins. Les différentes interventions ont été agrémentées par des cantiques et chorégraphie « Waka », du groupe d'animation « Jeunesse Mateya Nsa-

kati », créé en 1990. Au nom des ancêtres et des 18 principaux clans de Goma Tsé-Tsé, le chef du village, Alphonse Mvdi a prononcé des paroles bienveillantes à l'égard de l'hôte principal et de sa délégation. Parlant des bienfaits de la paix, le sous-préfet de Linzolo, Prosper Diatoulou a affirmé : « Il y a quelques années, la cité de Linzolo avait été décampée. Mais, la vie a repris. Les populations veulent conserver cette paix retrouvée ». De son côté, Fa-



brice Bitsindou le représentant de la famille Mviba a imploré les mantes d'accompagner Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes tout au long de sa tournée électorale dans

le département du Pool.

Prénant à témoin les anciens et les 44 chefs de villages, l'hôte de Linzolo a exhumé son lien particulier avec cette localité. « En 1956, ma mère qui éprouvait des difficultés de conception, avait rencontré

les esprits de Goma Tsé-tsé, ici à Linzolo ». Autant, il justifie son attachement au village, autant il appelle les habitants de Linzolo à faire preuve de reconnaissance envers Denis Sassou N'Guesso aux côtés de qui, il travaille en tant que ministre depuis cinq ans. « Le kimuntu enseigne la loyauté et la reconnaissance. Je lui avais dit que je resterais à tes côtés et je vais te soutenir. Je vous demande de suivre ma démarche, de faire qu'il gagne l'élection présidentielle, pour lui rappeler l'alliance que nous avons tissée. Souvenez-vous de la démarche entreprise le 3 octobre envers le président de la République quand nous sollicitons qu'il nous rétablisse la paix dans le Pool. Il avait dit oui, en tant que chef de l'Etat, c'est son devoir. Mais n'oublions pas qu'on est tous aussi des humains. Maintenant que nous avons la paix, il nous faut le développement. Soutenons Denis Sassou N'Guesso. Suivez le chemin que je vous indique tel que mon nom signifie : Fylla veut dire amène moi vers... » Comme à Kinkala, Chris Antoine Walembeaud a puisé dans le kimuntu, pour convaincre les populations de ce que le Pool ne devra plus tomber dans les travers du 4 avril 2016. Ces tristes événements ont occasionné des morts et contraint les populations à l'errance.

Henriet Mouandinga

Présidentielle de Mars 2021

LES CONGOLAIS DOIVENT TIRER LES LEÇONS POUR NE PAS FAIRE UN SAUT DANS L'INCONNU

Le coordonnateur de la plateforme Synergies 2021 DSN Congo, Williams John Bongho, a interpellé le 1er Mars 2021 à Brazzaville, les Congolais, afin qu'ils évitent de faire un saut dans l'inconnu lors de l'élection présidentielle des 17 et 21 mars prochain. Cette interpellation a été faite au cours d'un déjeuner de presse marquant le lancement des activités de cette plateforme qui soutient le candidat Denis Sassou N'Guesso.

Acette occasion, il a tenu à faire remarquer que « les nouvelles personnes que nous voulons pour la gestion du pays demain ne viendront pas du ciel. Ce sont les mêmes Congolais qui sont là autour de nous, les uns sont en train de nous diriger et les autres le seront demain. Nous avons fait le choix de Denis Sassou N'Guesso qui, depuis, est au service des Congolais, du pays et des sollicitations internationales pour la paix et l'environnement ».

Dans un communiqué rendu à la presse à ce déjeuner, cette plateforme qui accompagne le pays notamment dans le secteur de l'entrepreneuriat, de l'emploi, de la santé et de l'économie numérique, pense que l'acuité avec laquelle se posent ces questions et la complexité des éléments de solution exigent aux responsabilités, des hommes politiques aguerris, c'est donc une nécessité d'avoir des leaders à la hauteur des défis auxquels les Etats sont confrontés. De ce point de vue, souligne Synergies 2021, le Président Denis Sassou N'Guesso n'a plus rien à démontrer, son expérience et son expertise



plaident pour lui ! Ce qui lui vaut la reconnaissance de ses pairs et illustre bien de la place qu'occupe le Congo, sous sa conduite, dans le concert des nations. En effet, chaque fois qu'il s'est agi d'assurer l'intermédiation entre des belligérants, de rapprocher les peuples, de rechercher les solutions de concorde, de valoriser les stratégies de paix et de prémunir contre le recours aux armes, afin de faire prévaloir la fraternité, de Président a

toujours été prompt à faire œuvre de serviteur pour la paix entre les peuples. Sa contribution dans le processus de la libération de Nelson Mandéla, son engagement en Namibie, en Angola, en Lybie, au Mali, au Tchad, au Congo Démocratique, en Centrafricaine, est une parfaite illustration. Denis Sassou N'Guesso, notifie cette organisation non gouvernementale, est un dirigeant de stature internationale reconnu, considéré et respec-

té dont les conseils et l'appui sont sollicités. Sa place de choix à la COP 21 à Paris est révélateur de ce fait. Son parti pris pour tous les mécanismes de prévention, de gestion et règlement de conflits, sous l'égide de l'ONU et de l'UA, ont fait de lui un interlocuteur privilégié et incontournable de la diplomatie internationale, ce qui lui vaut l'amitié des grands de ce monde.

En outre, il fallait une capacité de dépassement de soi, une audace constructive et une volonté farouche de servir, pour engager, entre autres, les différents séquences politiques de dialogue entre les différents enfants du Congo. Denis Sassou N'Guesso, poursuit le document, « est un homme de la parole donnée qui se traduit en parole tenue. C'est un homme qui fédère, mobilise et entraîne, transcendant ainsi les clivages et les contingences partisans. Il incarne la Nation par sa vision et sa volonté de progrès social dont le pilier fondamental demeure la paix sans laquelle le vivre ensemble et le bâtir en commun n'est que chimère ».

Il a toujours été animé par une ambition dont la mission n'a pour dessein que le développement du Congo. C'est ainsi qu'il est un bâtisseur comme en témoignent la métamorphose de Brazzaville et des différentes villes de l'intérieur

via la politique de municipalisation. Ce qui a permis de désenclaver le pays et de le doter d'équipements et infrastructures modernes qui répondent aux besoins des populations, par exemple la construction des infrastructures routières entre autres.

Pour Synergies 2021 DSN, cette élection présidentielle traduit la maturité politique de la population et des politiques. C'est cette alliance de la responsabilité politique et de l'esprit citoyen qui permet d'asseoir la démocratie au Congo, créant ainsi les conditions idéales pour le développement. Car rien ne peut se faire s'il n'y a pas de stabilité politique qui garantit un environnement social et économique propice aux investissements, donc au développement.

Cet ancrage démocratique qui fait du Congo un exemple, « nous le devons au Président Denis Sassou N'Guesso par sa détermination à préférer le dialogue, la paix aux tensions sans lendemains laquelle il fourvoient et retardent la Nation ». Avec le succès de sa réélection, Synergies 2021 DSN continuera à consolider l'existant et à construire le futur pour les nouvelles générations, donc assurer la permanence du Congo.

Gulit Ngou

Mikalou

LE CENTRE DE SANTÉ INTÉGRÉ MARIEN NGOUABI TECHNIQUEMENT AU POINT

Les travaux de réhabilitation et de remise en norme du centre de santé intégré (CSI) Marien Nguouabi de Talangaï et de l'hôpital pédiatrique du jour qu'il abrite sont terminés. C'est la fondation de la société nationale des pétroles du Congo (SNPC) qui a financé les travaux et équipé les différents services. L'exécution des travaux a été effectuée par l'entreprise chinoise Zhengwei. Ce CSI qui a été retapé pratiquement à neuf, va bientôt administrer des soins de très bonne qualité aux patients.

C'est une nouvelle qui va réjouir les habitants de Talangaï qui attendaient impatientement la fin des travaux de ce Centre de santé Intégré Marien Nguouabi. Les travaux engagés ont consisté principalement en la réfection du bâtiment principal ainsi que de tous les pavillons annexes. Il s'est agi des travaux de la maçonnerie, de la charpente, l'étanchéité, l'électricité, la plomberie, le froid et de la peinture. Le carrelage et autres revêtements du sol, le pavage de la cours, le remodelage des jardins et des parkings sont autant de commodités qui

font de cet établissement sanitaire un havre de modernité. Pour tout dire, le CSI Marien Nguouabi est doté des bureaux, des salles d'accueil et d'hospitalisation conçus et équipés conformément aux standards de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Il reste aux administrations impliquées d'harmoniser leurs agendas pour la remise officielle de cette structure à la ministre de la santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, apprend-t-on des sources proches de la SNPC. Des mêmes sources, on apprend

que les clés devraient être remises à la ministre de tutelle par le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga.

En rappel, le Centre de santé intégré Marien Nguouabi à Mikalou (Talangaï) et l'hôpital pédiatrique du jour qui y est implanté n'avaient plus de structures sanitaires que de nom. Ils n'offraient presque plus aucun confort, ni d'assurance des soins de qualité à ceux qui s'y rendaient. Dans ces conditions les potentiels patients se contentaient des médicaments de la rue avec tout ce que cela comporte d'impondérables, à défaut de recourir à l'hôpital de référence de Talangaï pour des consultations de premier niveau. Une réalité insupportable que la fondation SNPC vient de mettre un terme.

Dans le cadre de sa responsabilité sociale et en qualité d'entreprise citoyenne, la Société nationale des pétroles du Congo, hormis ses missions



traditionnelles, accomplit des actes de haute facture en matière de santé, d'éducation, d'adduction d'eau potable, d'environnement, de sport et de culture par l'entremise de sa fondation. La réhabilitation et l'équipement du CSI Marien Nguouabi et l'hôpital pédiatrique du jour de Mikalou et du CSI de Nkombo Mataré (Djiri), la construction en cours des forages d'eau potable à Ignié dans le Pool intègrent parfaitement le programme de ladite fondation. Ces activités contribuent efficacement à l'amélioration

des conditions de vie des populations du Congo en général et de l'arrondissement 6 Talangaï en particulier. En réfectionnant le CSI Marien Nguouabi et son hôpital pédiatrique, la fondation SNPC joue sa partition dans la politique gouvernementale visant l'augmentation de l'offre de santé et l'accès de tous aux soins de santé de qualité. Elle promeut aussi le fonctionnement optimal des établissements sanitaires de proximité, à travers de nouvelles et bonnes structures d'accueil, question de désengorger l'hôpital de référence de Talangaï qui est très souvent débordé à cause de la très forte demande des malades.

En attendant sa remise en service officielle, les passants, les populations riveraines et les curieux admirent ce joyau. Ils s'impatientent de le voir de nouveau fonctionnel, pour leur prise en charge à moindre coût.

Ernest Otsuanga

Inauguration du nouveau siège du Parlement

UN JOYAU A LA DIMENSION DE LA COOPERATION SINO-CONGOLAISE

Le président de la République Denis Sassou N'Guesso, a inauguré le 3 mars 2021 le nouveau siège du Parlement congolais, un somptueux cadre pour améliorer les conditions de travail du Sénat et de l'Assemblée Nationale. Fruit d'une exceptionnelle coopération sino-congolaise, ce projet, inscrit à titre de don dans le cadre des accords de coopération économique et technique entre la République Populaire de Chine et la République du Congo, est réalisé sur une superficie de 47.000m² pour une surface bâtie de 9.012m².

C'est un bâtiment R+3, subdivisé en trois zones pour distinguer clairement les aires consacrées à l'Assemblée Nationale, au Sénat et celles communes aux deux chambres. Le nouveau siège du Parlement offre, pour le bloc de l'Assemblée Nationale, un hémicycle de 500 places et des bureaux pour environ 360 personnes. Pour le bloc du Sénat, un hémicycle de 300 places et des bureaux pour environ 290 personnes, soit un total de plus de 650 bureaux modernes. Quant à l'anatomie des pavillons, elle dévoile, au rez-de-chaussée, aussi bien pour l'Assemblée nationale

places ; un salon VIP ; une salle de vidéo-surveillance ; une salle audiovisuelle ; une salle de sécurité ; des blocs d'aisances pour dames et messieurs.

La partie supérieure de l'immeuble offre au premier étage : quatorze bureaux pour les commissions parlementaires, à raison de sept par chambre ; neuf bureaux pour les groupes parlementaires ; douze salles pour l'interprétation simultanée, à raison de six par chambre ; deux salles de commande et 1 salle de contrôle de lumière ; des salles techniques et blocs sanitaires ; une terrasse accessible ; deux cafétérias.



Une preuve d'une coopération gagnant-gagnant

les bureaux des attachés ; les bureaux des directeurs de cabinet ; une suite présidentielle ; une grande salle de réunions ; des locaux techniques et des blocs sanitaires.

Démarrés en 2017, les travaux réalisés par l'entreprise Jiangsu Provincial Construction Group Corporation Limited, ont duré 47 mois au cours

FCFA pour la partie congolaise dont : 4 milliards 673 millions 662 mille 082 FCFA pour les expropriations pour cause d'utilité publique, 943 millions 638 mille 721 francs CFA pour les équipements mobiliers et aménagements extérieurs, et 610 millions 097 mille 332 francs CFA pour les connexions aux réseaux d'électricité, d'adduction d'eau potable et de fibre optique.

A 57 ans, les relations sino-congolaises sont effectivement entrées dans leur âge d'or, ce sont des relations confiantes et durables, parce qu'elles reposent sur une amitié sincère, tissée sur les principes d'égalité, de respect réciproque et d'avantages mutuellement bénéfiques, a reconnu à cette occasion le ministre de l'aménagement, de l'équipement du territoire, des grands travaux, Jean Jacques Bouya, qui a fait savoir que le Gouvernement et le peuple chinois ont mobilisé toutes les ressources nécessaires, humaines, financières et techniques pour rendre opérationnel ce siège du Parlement.

Pour sa part, le président du Sénat congolais, Pierre Ngolo s'est réjoui de ce qu'en

dotant le Parlement d'un siège longtemps attendu, avec une architecture d'un niveau de modernité qui cache à peine leur engagement pour le mieux-être des citoyens du monde, les deux dirigeants congolais et chinois ont donné la meilleure illustration de leur résolution à œuvrer au vrai rapprochement des peuples chinois et congolais.

« Les faits qui parlent, les témoignages qui abondent mettent en lumière, jour après jour, la dimension de l'investissement des deux Présidents afin que les peuples de Chine et du Congo, dont la solidarité a survécu aux dures séquences de leur histoire, vivent dans une proximité et une forte complicité, déterminés à partager les dividendes de leurs conquêtes », a-t-il poursuivi. C'est ainsi qu'au nom des parlementaires congolais, il a exprimé sa gratitude aux présidents Xi Jinping et Denis Sassou N'Guesso, en les invitant à poursuivre avec abnégation, leur grande œuvre au service de l'humanité, notamment des peuples de Chine et du Congo.

Gulit Ngou



Coupure du ruban symbolique

que le Sénat, sept salles de réunions de 50 personnes chacune ; une salle de presse ; deux salons VIP ; deux salles de commissions permanentes et auxiliaires chacune ; une salle de soins de santé.

Il y a aussi un bureau pour l'Organisation des femmes parlementaires, une bibliothèque ; une salle des archives du Parlement ; des salles techniques et des blocs sanitaires. Les blocs du Sénat et de l'Assemblée nationale sont reliés par une salle polyvalente comportant un hall pour banquet de 300

Au deuxième étage : les bureaux pour le 1er et le 2ème secrétaire ; les bureaux des questeurs ; les bureaux des conseillers ; les bureaux des attachés ; les bureaux des directeurs de cabinets ; les bureaux pour les directions administratives et financières et des salles techniques et blocs sanitaires

Au troisième étage : les bureaux des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ; les bureaux des 1^{er} et 2^{ème} Vice-Présidents de l'Assemblée ; les bureaux des 1^{er} et 2^{ème} questeurs ; les bureaux des conseillers ;

desquels 755 travailleurs dont 125 Chinois et 630 Congolais se sont côtoyés, encadrés, assistés par les techniciens de l'ingénieur-conseil du groupement Beijing Institute of Architectural Design et Shenyang Engineering Supervision and Consultation Corporation Limited ainsi que l'équipe de pilotage des experts congolais, pour concrétiser le projet.

La réalisation de ce projet a coûté la somme de 34 milliards 492 millions 640 mille francs CFA pour la partie chinoise, et 6 milliards 227 millions 398 mille 135 de

LE PATRIOTE

**Siège: 106 bis,
Rue Ewo - Ouenzé
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE
du 25 MARS 2010**

Département de la Likouala

LA FOURNITURE DE L'ÉLECTRICITÉ EN PERMANENCE BIENTÔT UNE RÉALITÉ À IMPFONDO

Le président de la République Denis Sassou N'Guesso, a officiellement donné le coup d'envoi des travaux de construction de la centrale électrique hybride thermique et photovoltaïque, le 2 mars 2021 à Impfondo. Cette centrale sonnera le glas des délestages dus à la fourniture de l'électricité par le groupe électrogène avec ses contraintes liées au gazoil pour son fonctionnement. L'entreprise Procob SA est l'adjudicataire du marché de ce projet intégré, le premier du genre au Congo. Le délai de réalisation court jusqu'en décembre 2021. Pour le moment, la fourniture de l'électricité n'est possible que de 18 heures à 22 heures.



Coup d'envoi par le Président de la République des travaux de construction de la centrale électrique hybride thermique et photovoltaïque

Le projet s'exécute en quatre phases. Il s'agit de la construction d'une centrale thermique diésel, pour un coût total de 2.902.295.158 FCFA. La construction des lignes d'évacuation et extension du réseau de distribution 20 KV est estimé à 1.571.676.917 FCFA. Les deux autres lots portent d'une part sur la construction de la centrale solaire et d'autre part, sur le réseau basse tension et l'éclairage public. Comme l'a relevé le ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et des grands travaux Jean Jacques Bouya, ce projet vise la croissance économique, en améliorant les performances de l'opérateur national et à la qualité du service fourni.

« Complément essentiel du boulevard énergétique, la centrale thermique et photovoltaïque de la cité Oubanguière permettra en quelques mois, aux ménages de ce chef-lieu, d'accéder à l'électricité et de tourner le dos au vieux souvenir imposé par l'obscurité. De même, l'accès à l'électricité fiable encouragera effectivement l'émergence d'activités productives et à coup sûr, une incitation importante aux investissements indispensables dans plusieurs secteurs de l'économie », a déclaré le ministre en charge des grands

travaux, dans le discours qu'il a prononcé à la cérémonie de pose de la première pierre. Prenant la parole à son tour, le ministre de l'énergie et de l'hydraulique Serge Blaise Zoniaba, a mis l'accent sur le grand soulagement qu'éprouve aussi bien les habitants d'Impfondo que le gouvernement. Ce dernier a en effet trouvé enfin une solution, à la lancinante question de l'électrification durable du département de la Likouala en général et d'Impfondo en particulier. « Des solutions hydroélectriques, photovoltaïques, thermiques, hybride solaire-thermique et la connexion au réseau de transport haute tension ont toutes été examinées. Mais l'obstacle majeur avait toujours été le coût de production du kilowatt/heure », a expliqué Serge Blaise Zoniaba.

Entre autres raisons ayant conduit le gouvernement à opter pour la solution hybride thermique et solaire, le ministre en charge de l'énergie a évoqué les prix relativement bas des équipements servant à la construction des fermes photovoltaïques. Ces prix ont connu ces derniers temps une chute pouvant atteindre les 90% et l'amélioration considérable des performances de ces équipements.

Dans la suite de son propos, ce dernier a fait savoir que

selon l'Agence internationale des énergies renouvelables, les meilleures installations photovoltaïques seront susceptibles de fournir de l'électricité pour 16 FCFA, d'ici à deux ans. Il a par ailleurs fait état de l'application de cette solution d'électrification à toutes les localités éloignées du réseau national, en attendant qu'elles y soient connectées. Il s'agit notamment, des localités frontalières comme Bambama, Divinié, Ntam, et Garabizam.

Le même orateur a rappelé que « Impfondo est actuellement alimenté par un groupe électrogène de 2000 kilowatts, soit 2 mégawatts de puissance. Les installations à venir viendront s'y ajouter et permettront aux 1500 clients actuels du gestionnaire du service public de l'électricité et aux 1500 potentiels en attente de branchement, de disposer de l'énergie 24 heures/24. Il y en aura aussi suffisamment, pour alimenter en continue, les unités de production de biens et de services ».

Le passage des ténèbres à la lumière en voie de réalisation

Dans la suite de son propos, ce dernier souligne que de belles perspectives s'ouvrent dans quelques mois, pour les

bénéficiaires de l'ouvrage en construction. Il a fait état de l'essor que va connaître les activités de mise en valeur, des nombreux atouts économiques dont recèle le département de la Likouala. « Les forces productrices se réveilleront pour se mettre au travail, afin de conquérir les richesses qui contribueront au renforcement de l'économie nationale ».

Le président de la République poursuit avec bonheur la mise en œuvre du projet de construction d'un boulevard énergétique, qui intègre son projet de société dénommé la Nouvelle Espérance (2002-2009). Ce projet visait l'électrification du pays, d'atteindre à terme 90% à horizon 2025-2030, en mettant un accent particulier sur l'électrification rurale. Les progrès réalisés ces dernières décennies dans ce secteur en disent long.

Le maire de la ville d'Impfondo Célestin Mokoki a quant à lui salué l'entrée sous peu, de la cité qu'il gère dans ce boulevard en ces termes : « c'est un grand rêve, une espérance du passage des ténèbres à la lumière va enfin se réaliser. Il fallait y croire. Il fallait espérer. Les élèves, les artisans, les opérateurs économiques, les religieux, les administrateurs, les élus du peuple bref, tous les habitants d'Impfondo ont depuis des années, tant espéré ».

Le maire d'Impfondo a ainsi exprimé la gratitude des habitants de cette localité à l'endroit de l'initiateur du

président de la République Denis Sassou N'Guesso : « nous savons que vous êtes l'homme qui relève les défis. Hier contre tous, vous avez relevé l'énorme défi de la route Epéna-Impfondo. Vous avez vaincu la vasière qui naguère fut le cauchemar des populations du district d'Epéna. Encore aujourd'hui, vous êtes venus relever le défi de l'électrification du chef-lieu de la Likouala. Nous vous disons mille et une fois merci ».

Les habitants d'Impfondo ont manifesté leur reconnaissance à ce grand bâtisseur, en lui réservant à son arrivée à l'aéroport Marien Nguabi le 1^{er} mars et sur le site de la cérémonie de pose de la première pierre, un accueil des plus chaleureux. Comme dans les autres localités où il est passé, le président de la République a eu une rencontre citoyenne avec les sages, les notabilités et les cadres de la Likouala, quelques heures après son arrivée à Impfondo.

Au nombre des préoccupations soulevées à cette occasion figure en bonne place, la question du désenclavement du département de la Likouala. Ce, à travers la construction des ponts de Bissambi (traversée de la rivière Iben-ga) et de Sambala (traversée de la Motaba), sans oublier le pont sur la rivière Sangha. Denis Sassou N'Guesso repart à Impfondo le 12 mars prochain dans le cadre de sa campagne électorale relative au scrutin présidentiel du 21 mars 2021. Les « likoualiens » qui lui ont assuré de leur soutien indéfectible, vont mettre à profit cette occasion pour lui remettre des fonds collectés à cet effet.

Dominique Maléla
envoyé spécial

NUMÉROS UTILES (urgences)

Police secours :	117
Sapeurs pompiers :	118 / 05 589 56 56
CHU-B Ambulances :	22 282 61 59
Hôpital de Mfilou :	05 615 26 67
Hôpital Central des Armées P.Mobengo :	06 654 91 32
Pompes funèbres de Pointe-Noire :	05 573 32 15
Pompes funèbres municipales de Brazzaville	
	06 662 53 00
Pompes funèbres de Makélékélé :	06 660 60 79
EEC :	42.42.
CORAF :	06 654 06 62 / 63
Radio Congo :	05 582 32 73
Commissariat de Police de Makélékélé :	06 916 27 17
Commissariat de Police de Moukoundzi-Ngouaka :	06 624 57 93
Commissariat de Police de Ouenzé 1 :	22 400 01 25
Commissariat de Police de la Coupole :	22 400 02 21
Commissariat de Police Itsali :	06 840 14 13
Commissariat de Police Plateau des 15 ans :	22 400 01 93

Conférence de presse du candidat

DENIS SASSOU N'GUESSO À BÂTONS ROMPUS AVEC LA PRESSE INTERNATIONALE ET NATIONALE

En campagne électorale dans le Kouilou, un jour après son méga-meeting de Pointe-Noire, Denis Sassou N'Guesso a été reçu par la presse internationale et nationale, le samedi 6 mars 2021 peu avant de quitter la capitale économique. A bâtons rompus avec les journalistes, il a démêlé son projet de société ainsi dénommé « *Ensemble, poursuivons la marche* ». Ce projet qui s'articule autour de neuf axes couvre l'ensemble des préoccupations majeures de la République. Denis Sassou N'Guesso prône dans son projet de société, l'économie du savoir, c'est-à-dire la formation, la relance de l'économie, la moralisation de la vie publique et « le vivre-ensemble ». Il compte durcir la lutte contre les détournements des deniers publics en sanctionnant conformément à la loi leurs auteurs. Il ressort de cette interview que Denis Sassou N'Guesso sera intraitable et ce, tout au long de son mandat s'il est élu, sur tout ce qui touchera à l'intérêt général et à la crédibilité du pays. Comme qui dirait, nouveau mandat, nouvelles mesures.

Question : *Monsieur le Président, dans votre précédent programme de société «la Marche vers le développement», vous avez placé l'homme au centre de vos préoccupations. Il se trouve que la société congolaise est de plus en plus gangrenée par les antivaleurs. Comment entendez-vous conscientiser les congolais sur le rôle qu'ils doivent jouer dans le développement de la société.*

Denis Sassou N'Guesso : Nous avons placé l'homme au centre du projet. Je ne vois pas comment on pouvait faire autrement pour aller au développement sans les hommes. Il fallait mettre au centre, l'homme qui aime son pays, engagé pour son développement. L'homme formé techniquement, donc compétent, l'homme moralement sain. Le gouvernement s'efforce de créer les conditions pour la formation des Hommes. La formation morale est une œuvre de longue haleine. Mais la lutte contre les antivaleurs, la corruption, les détournements de deniers publics relèvent de l'éducation permanente. Pour enrayer ce phénomène il faut appliquer rigoureusement la loi. Il a été mis en place des organes indépendants de lutte contre la corruption, il n'y a pas longtemps. Le maire de Brazzaville s'est exposé. Il a été immédiatement arrêté, jugé et placé à la maison d'arrêt.

Question : *Les congolais de ma génération qui ont commencé à grandir dans les années 80 ont connu un beau slogan : l'agriculture priorité des priorités. 40 ans après, vous avez essayé de faire une espèce de bilan. Qu'est ce qui n'a pas marché ?*

DSN : Vous parlez justement des années 80. Le problème avait été posé clairement à cette époque-là. Et si vous consultez le dossier de l'étude sur la mise en place du 1^{er} plan quinquennal 82 - 86, il a été dit dans ce document que ce n'est pas aujourd'hui qu'on parle de la reconquête de l'espace national, parce que l'analyse de l'époque avait montré que l'arrière-pays était abandonné. Les populations valides avaient quitté l'arrière-pays et sont venues se regrouper à Brazzaville, à Pointe-Noire et dans les chefs-lieux des départements et des districts. La situation est encore aujourd'hui la même. Il fallait aller à la conquête de cet espace national. Voilà pourquoi le plan quinquennal 82-86 à



l'époque avait préconisé la réalisation des infrastructures de base, la construction des routes, des aéroports etc... Nous avons totalement atteint ce but. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'une partie importante de ce programme a été réalisée. Nous avons pour l'essentiel désenclavé l'arrière-pays. Hier je parlais d'une route de 1.600 km qui part de Brazzaville jusqu'à TAM au-delà de Souanké. 1600 km, cela était construit, croyez-moi, ce n'était pas si facile. Franchir le Mayombe, les zones marécageuses, les zones forestières et construire des Ponts, on peut dire qu'on a posé là une base solide. Nous avons aussi lancé un programme d'électrification du pays. La ligne très haute tension qui part de Pointe-Noire jusqu'à Owando est sur le point d'atteindre Makoua. Une autre est partie de Ouesso avec la construction du barrage de Liouesso. Le point de chute, c'est la jonction Makoua-Owando.

Nous avons un projet avec la participation des partenaires chinois. Il porte sur la construction du barrage de Sounda. Nous pensons qu'au cours de cette année, nous allons donner de l'électricité au pays. Ce sont des conditions préalables au développement. A cela, il y a la fibre

optique.

Question : *La jeunesse à notre époque avait des jeux de l'ONS-SU et des activités culturelles à l'école. 20 ans après, tous ces jeux n'existent plus. Des infrastructures sportives construites n'étant pas utilisées, se dégradent. Comment entendez-vous valoriser ces infrastructures et que faire pour relever le sport congolais en général et en particulier le football ?*

DSN : Dans ce pays, les gens passent toujours d'un prétexte à un autre. On nous disait qu'il n'y avait pas d'activités sportives au Congo parce qu'il n'y avait pas d'infrastructures sportives. Maintenant qu'on a des infrastructures sportives partout, vous me posez encore la question. Ce n'est pas à moi que devez poser cette question.

Question : *L'automatisation de la retraite tarde à se matérialiser. Beaucoup de nos parents ayant fait valoir leur droit à la retraite et qui ne vivent pas à Brazzaville ont du mal à constituer leur dossier. Monsieur le président, au moment où vous sollicitez de nouveau*

leurs suffrages, dites-nous quelle assurance donnez-vous à cette catégorie de personne ? Monsieur le président, qu'est ce qui bloque le transfert des compétences aux collectivités locales ?

DSN : Parlant de la décentralisation, toutes les dispositions sont déjà prises. Les domaines de transfert sont identifiés. Des lois ont été votées. Il s'agit maintenant de passer aux actes. Au cours des cinq prochaines années, nous nous attèlerons à mettre en œuvre la décentralisation. Ceci est clairement prévu dans le projet. Quant aux pensions, le gouvernement se bat sérieusement pour que les retraités touchent leurs pensions. Avant de quitter Brazzaville, j'ai eu des contacts avec quelques partenaires financiers au sujet de la CNSS. Je peux affirmer à la lumière de ce que nous nous sommes dits, que le gouvernement a déjà bouclé les mécanismes de financement qui vont permettre à la CNSS de payer les arriérés de retraite. A vous de la presse d'interroger les dirigeants de la CNSS.

Propos transcrits par
Anderson de Mballoé

Fred Makita

« LES MEMBRES DE L'UPADS ET LES LISSOUBISTES DEVRONT VOTER POUR LE CANDIDAT DENIS SASSOU N'GUESSO »

C'est ce que pense l'ancien secrétaire à la communication de la JUPADS Pointe-Noire, Fred Makita. Le jeune opposant, admirateur du fondateur de l'UPADS Pascal Lissouba, s'érige en défenseur radical du Lissoubisme. Il accuse de lâche l'ancien parti au pouvoir pour n'avoir présenté aucun candidat à la présidentielle du 21 mars 2021, ni donné aucune consigne de vote. Fred Makita se souvient de la contribution du PCT à la victoire du professeur Pascal Lissouba face à Bernard Kolélas à la présidentielle de 1992, avant de déduire que « les membres de l'UPADS et les Lissoubistes devront voter pour le candidat Denis Sassou N'Gouesso ». En rappel, Denis Sassou N'Gouesso avait appelé le PCT à voter pour le professeur.

Le Patriote : N'est-ce pas paradoxal qu'un Lissoubiste achevé comme vous n'appartienne pas au parti créé par votre idole, Pascal Lissouba ?

Fred Makita : J'ai été à l'UPADS, comme porte-parole de la JUPADS Pointe-Noire au sortir du congrès de la jeunesse de l'UPADS en 2014. En 2017, j'ai quitté le parti après avoir compris que ses dirigeants s'étaient écartés de la vision originelle. Etre un Lissoubiste ne se réduit pas forcément à l'appartenance à l'UPADS. On peut être défenseur des idéaux de Pascal Lissouba, sans être membre de l'UPADS. De même qu'il peut y avoir des Sassouistes qui ne sont pas au PCT. Ils soutiennent avec fermeté les idéaux de Denis Sassou N'Gouesso tout en étant hors de son parti. Il n'y a aucun paradoxe à cela.

L.P. : Pourquoi et à quand remonte le désamour entre vous et l'UPADS, l'unique parti d'opposition à avoir un groupe parlementaire à l'assemblée nationale ?

F.M. : C'est en 2017, lorsque j'ai remarqué que le 1^{er} secrétaire qui parle de la démocratie, s'est imposé au-delà de son mandat à la tête du parti. Il n'a pas non seulement refusé d'organiser un congrès mais, il n'a fait que radier les gros calibres du parti.

L.P. : Quelle lecture faites-vous de la décision du parti de professeur Lissouba de ne présenter aucun candidat à la présidentielle ?

F.M. : C'est une décision



très lâche et irréfléchie. Tout parti politique est créé pour la conquête du pouvoir, en solo ou dans une alliance. L'UPADS devrait être courageuse de donner des consignes à ses militants en faveur d'un candidat bien qu'il n'ait présenté un candidat.

L.P. : Pour qui devront voter selon vous les Upadésiens et les Lissoubistes comme vous ?

F.M. : Les membres de l'UPADS et les Lissoubistes devront voter pour le candidat Denis Sassou N'Gouesso qui avait soutenu le fondateur de l'UPADS en 1992 face à Kolélas. Il faudra noter que sans ce soutien, Lissouba Pascal ne serait élu président de la République face à Kolélas.

L.P. : Etes-vous constant dans votre conviction selon laquelle le PCT et son président ont du mal à percer dans les pays du

Niari ?

F.M. : Bien sûr que oui, à cause de la mauvaise façon de faire de ceux à qui le chef de l'Etat fait confiance dans cette zone. Les cadres du PCT Niari ne nomment et ne font nommer que les membres de leurs ethnies ou familles. Dans le district de Kibangou par exemple, il y a quatre ethnies pour plus de quatre mille électeurs. Mais, presque tous les postes nominatifs sont confiés à une seule ethnie qui est représentée au gouvernement. Depuis 1997, tous les maires de Dolisie sont issus d'une même ethnie, alors que le chef-lieu du Niari n'a pas moins de dix ethnies. Je doute que les éternels députés, dans leur circonscription et ceux qui gagnent par brimade, en imposant parfois des supplices aux parents des autres, peuvent faire élire le chef de l'Etat dans le grand Niari.

L.P. : Vos congénères ne reprochent-ils pas l'instabilité politique qui vous caractérise ?

F.M. : C'est très mal comprendre la politique. La position politique est évolutive. Elle dépend des circonstances et du temps. L'opposant hier peut devenir allié aujourd'hui, puis opposant demain. Voilà pourquoi l'UPADS que le PCT avait soutenu en 1992 face au MCDDI s'oppose au PCT et le MCDDI son adversaire de l'époque. Aujourd'hui, l'UPADS prend fait et cause pour le PCT.

L.P. : Le congrès annoncé en 2022 de l'UPADS permettra-t-il de remettre ce grand parti sur les rails pour la reconquête du pouvoir ?

F.M. : C'est possible. Mais que ses dirigeants actuels redeviennent des Lissoubistes sincères, en lavant les mains et les cœurs. Ils doivent s'armer de courage et s'excuser auprès des militants et sympathisants, pour avoir radié les autres, s'ils veulent que tout le monde réintègre la maison.

Propos recueillis par Ernest Outsouanga

Présidentielle 2021

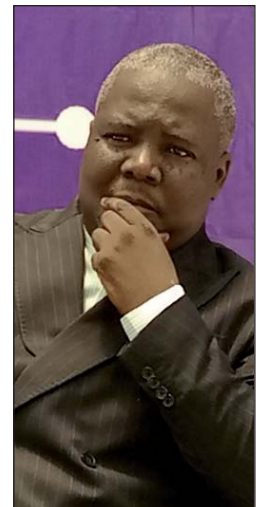
A LA FIABILITÉ DU VOTE, DES RÉSULTATS FIABLES

C'est pourtant une évidence légale. Mais dans un environnement politique aussi soupçonneux que celui du Congo, la démonstration faite le 3 mars 2021 à Brazzaville par Digne Elvis Tsalissan Okombi, député de Ngo, coordonnateur de la plateforme « DSN ou rien » et ancien vice-président de la commission nationale électorale indépendante, formé dans des académies de sciences politiques de notoriété internationale, a fermé la conviction des sceptiques.

L'orateur a démontré que la loi et la pratique démocratique en République du Congo garantissent la traçabilité des résultats d'une élection. Le risque zéro n'existe certes pas, mais Digne Elvis Tsalissan Okombi a répondu à ceux qui tentent de créer le doute autour des résultats de l'imminente élection présidentielle. Pour fluidifier la compréhension, il s'est référé à l'arsenal juridique, institutionnel, légal, pratique et organisationnel, pour rassurer qu'il n'y a pas de raison de s'interroger sur la quantification des voix exprimées dans les urnes. La modification presque tous les deux ans de la loi électorale (2005, 2012, 2014, 2015, 2016, 2017) sur recommandations des dialogues ou concertations politiques, découle de la volonté partagée de parfaire la pratique électorale au Congo, a fait savoir l'orateur.

« On a viré les maires, les sous-préfets et les préfets du dispositif électoral. Ces autorités locales n'y ont plus de rôle à jouer. Le jour du scrutin, le président de la Commission locale des élections est le seul commandant de la localité. Les délégués sont paritaires dans les commissions. Le gouvernement, la majorité, l'opposition, le centre et la société civile ont tous le même nombre de représentants dans un bureau de vote. Mieux encore, chaque composante désigne librement son représentant à la CNEI et dans les bureaux de vote dont la composition a connu une grande évolution. Depuis la concertation de Sibiti, il a été décidé que le nombre d'assesseurs soit égal au nombre des composantes. Donc, en dehors du délégué qui représente le candidat, il y a un assesseur pour chaque candidat. Dans chaque bureau, chaque candidat dispose d'au moins de deux délégués », a-t-il rappelé.

Digne Elvis Tsalissan Okombi a aussi rappelé que le jour du scrutin, le président du bureau de vote ne peut ouvrir le bureau qu'en présence



Digne Elvis Tsalissan Okombi

des assesseurs qui les délégués des candidats ont désignés. « Avant le scrutin, il fait constater que l'urne est vide et transparente... A la fin du vote, on ouvre l'urne pour compter les bulletins. On extirpe les bulletins nuls et on décompte les voix. Le procès-verbal dressé est signé par les délégués des candidats et les scrutateurs. La loi permet aux délégués de porter leurs observations sur le procès-verbal. Le procès-verbal est affiché devant le bureau de vote. Une copie est remise au représentant de chaque candidat ».

Ainsi, les résultats compilés, signés par le représentant de l'Etat, de la majorité, du centre, de la société civile et de l'opposition sont transmis à la CNEI. Elle les constate et les transmet au ministère de l'intérieur pour publication. Ces résultats sont transmis à la Cour constitutionnelle qui les confirmera ou non. Cette conférence débat aura permis à l'assistance de mieux appréhender le processus et de bien comprendre la traçabilité, la sécurité et la fiabilité du vote. Ce qui revient à dire que les résultats de la présidentielle des 17 et 21 mars 2021 ne poseront aucun problème.

Marlène Samba

Armand Guy Richard Ndinga Okossa

« VOTER UTILE C'EST PORTER SON CHOIX SUR LE CANDIDAT SASSOU N'GUESSO »

Loin de moi l'intention de vouloir influencer qui que ce soit, mon choix se porte sur le candidat Denis Sassou N'Gueusso, en raison des actions qu'il a déjà menées sur le terrain en faveur des personnes vivant avec handicap (PVH). En sa qualité de président de la République chef de l'Etat, le président du comité central du Parti congolais du travail (PCT) s'illustré par la bonne gestion de la problématique du handicap dans notre pays. Les faits en disent long.



La popularité de DSN, entretenue par toutes les catégories sociales

Entre autres on peut citer : la décision prise en 2008 d'allouer un quota PVH à chaque recrutement à la fonction publique. Il a autorisé en 2011 ; l'installation en 2011 du Comité national de suivi et d'évaluation du Plan national des personnes handicapées pour la décennie 2010-2019 ; la mise en place en 2018 du Comité consultatif des personnes vivant avec handicap (CCPVH), une institution constitutionnelle gérée par les PVH et bénéficiant de l'aide des représentants des techniciens plusieurs départements ministériels. A travers cette structure, il a échelonné les préoccupations des PVH en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie.

Malgré la crise financière que connaît le pays depuis 2014, les budgets alloués aux structures de prise en charge des PVH n'ont pas connu de coup de ciseaux sur son instruction. Il a également dispensé du critère d'âge à propos de la perception de la bourse, pour les étudiants vivant avec handicap tout comme les autochtones inscrits à l'Université Marien Ngouabi. Depuis le 3 décembre 2019, une campagne de distribution des aides techniques a été lancée au bénéfice des PVH. Le ministère en charge de l'action sociale a déjà sillonné les

départements de Brazzaville, la Lékoumou, la Sangha, et le Kouilou. Cette campagne se poursuivre certainement dans les autres départements du pays.

Je suis convaincu que l'amélioration des conditions de vie des PVH va encore connaître une avancée significative, si nous accordons nos suffrages au président du comité central du PCT. Voter pour le candidat Denis Sassou N'Gueusso c'est voter utile. J'exhorte les PVH à participer massivement au vote le 21 mars 2021, tout comme les membres de nos familles et tous ceux qui nous portent, à différents degrés. Attention PVH. Ta voix a un pouvoir et de la valeur.

« Rien ne peut se faire pour nous sans nous »

En République du Congo, chaque électeur se présente dans un bureau de vote et accomplit son devoir civique sans aide, quel que soit sa condition physique. Cette image traduit sans doute plusieurs valeurs précieuses, mais elle peut donner l'impression que cette façon de faire est la seule qui puisse exister. Or, cette image voile les circonstances vécues par de nombreux citoyens handicapés. Elle occulte les obstacles qu'ils doivent surmonter lorsqu'on considère la complexité, la diver-

sité et l'évolution continue des systèmes et pratiques électoraux et le contexte politique (Michael J. Prince, mars 2012).

Le Congo est l'un des rares pays qui a inscrit la question du handicap dans sa constitution, ratifié la convention relative aux droits des hommes handicapés et mis en place un Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap rattaché à la présidence de la République. Mais, l'accessibilité au système électoral ne se résume pas à la disponibilité de diverses évolutions ou à une combinaison de visions. L'accès concret des personnes handicapées au processus électoral dépend en effet de plusieurs facteurs, comme les politiques et le contexte social.

Les personnes handicapées représentent un groupe social de plus en plus important à Brazzaville et à Pointe-Noire. Ils sont également en grand nombre dans les autres départements du pays. Leur participation aux différents scrutins pourrait avoir un effet significatif, sur le taux global d'exercice du droit de vote. En matière d'évolution démographique, il ressort des statistiques produits par les services compétents, que le nombre de jeunes atteignant l'âge de voter connaît chaque année, une croissance remarquable. Parmi ces nouveaux électeurs, on compte plusieurs personnes vivant avec handicap (PVH).

La participation aux élections est un droit démocratique fondamental. Ce droit est reconnu depuis longtemps, comme une dimension essentielle de la citoyenneté et de la lutte pour les droits de la personne. Le non exercice de ce droit a des conséquences sur le plan politique et social : « lorsqu'un groupe particulier de citoyens n'utilise pas son droit de vote, il se prive de pouvoir politique et les questions qui sont importantes pour lui risquent d'être systématiquement négligées » (Karl Wish : Etat 2008 :66). En fin de compte, ce sujet touche directement aux valeurs publiques de base que sont la représentation et éclair



Armand Guy Richard Ndinga Okossa

les processus relatifs à la création des politiques publiques pour les personnes handicapées.

Ceci dit, les personnes handicapées que nous sommes, avons le droit de participer aux différentes élections. C'est une manière pour nous d'exercer notre droit civique, en participant au choix de nos gouvernants ou délégués. Notre participation n'est pas à sous-estimer car, nous représentons 10 à 15% de la population dans notre pays, selon les estimations de l'OMS. Nous avons le devoir de choisir les responsables qui accordent une grande place, à La personne

La personne

l'amélioration des conditions de vie des handicapés dans leur projet de société. Sachons que rien ne peut se faire pour nous sans nous.

Armand Guy Richard Ndinga Okossa Ingénieur, secrétaire adjoint au Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, membre du comité de pilotage de l'ONG Viens et Vois.

MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA DECENTRALISATION

CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès

Arrête 2321 /MID-CAB
fixant le nombre et les lieux d'implantation des bureaux de vote spéciaux
de la Force publique pour l'élection du Président de la République
scrutin du 21 mars 2021

ARRÊTE :

Article premier : Les bureaux de vote en vue de l'élection du Président de la République, scrutin anticipé de la Force publique du 17 mars 2021, sont au nombre cent-trente-et-un (131), et implantée sur toute l'étendue du territoire national ainsi qu'il suit :

DEPARTEMENT DU KOUILOU

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Hinda	Ecole primaire de Makola	01
Kakamoeka	CEG de Kakamoéka	01
Loango	Ecole primaire de Mengo	01
Madingo-Kayes	Kayes-Poste	01
Mvouti	Ecole primaire de Mvouti	01
Nzambi	Nzambi Poste	01
TOTAL	06	06

DEPARTEMENT DE LA LEKOUMOU

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Bambama	CEG de Bambama	01
Komono	Ecole Joseph Kata	01
Mayéyé	Ecole primaire de Mayéyé	01
Sibiti	Siège du quartier Loumoungou	01
TOTAL	04	04

DEPARTEMENT DE POINTE-NOIRE

Commune de Pointe-Noire

Arrondissements	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Arrondissement 1 Lumumba	Lycée technique Poaty Bernard	03
	Ecole Trois Martyrs	01
Arrondissement 2 Mvou-Mvou	Lycée Victor Augagneur	01
Arrondissement 3 Tié-Tié	CEG 28 juin	01
Arrondissement Mongo-Mpoukou	Siège du quartier	01
	Zone 4 Bloc 1	01
Arrondissement 6 Ngoyo	Ecole CMA Ngoyo	01
TOTAL	06	06

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
District de Tchiamba-Nzassi	Ecole primaire Taty-Loutard	01
	Ecole primaire de Tchiminzi	01
SOUS-TOTAL	02	02
TOTAL	08	10

DEPARTEMENT DE LA BOUENZA

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Boko-Songho	Ecole de Boko-Songho	01
Kayes	Ecole primaire Kayes centre	01
Kingoué	Ecole primaire de Kingoué Centre	01
Loudima	CEG Poste	01
Madingou	Lycée de Madingou	01
Mfouati	CEG de Loutété	01
Mouyondzi	CEG Central	01
Tsiaki	Siège de la sous-préfecture	01
Yamba	Ecole primaire Malouendé	01
SOUS TOTAL	09	09

Commune de Nkayi

Arrondissement	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Arrondissement 1 Mwana Tô	Ecole primaire de Mwana-Tô	01
SOUS-TOTAL	01	01
TOTAL	10	10

DEPARTEMENT DES PLATEAUX

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Abala	Siège de la communauté urbaine	01

DEPARTEMENT DES PLATEAUX

Suite

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Allembé	CEG d'Allembé	01
Djambala	CEG Ongounou 1	01
Lékana	Ecole du 31 décembre 1969	01
Makotimpoko	Siège de la sous-préfecture	01
Mbon	Ecole Abila	01
Mpouya	Ecole d'Assima	01
Ngo	CEG de Ngo	01
Ollombo	CEG d'Ollombo	01
Ongoni	CEG d'Ongoni	01
Gamboma	CEG de Gamboma	01
TOTAL	11	11

DEPARTEMENT DE LA CUVETTE

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Bokoma	CEG / Ecole primaire	01
Loukoléla	CEG. Emina-Sissa	01
Makoua	CEF Ondziel-Onna	01
Mossaka	Ecole Paul Langangui	01
Tchikapika	Siège de la mairie	01
TOTAL	05	05

DEPARTEMENT DE LA CUVETTE-OUEST

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Ewo	Ecole primaire Pierre Akiridzo	01
Etoumbi	Siège du Comité du quartier Apengui	01
Kellé	CEF François Oyabi	01
Mbama	Ecole primaire Talas	01
Mbomo	Siège du comité de quartier Ambea	01
Okoyo	Eglise catholique Adzae	01
TOTAL	06	06

DEPARTEMENT DE LA SANGHA

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Kabo	Ecole primaire Ibamba	01
Mokéko	Siège du Comité de village Mbalouma	01
Ngbala	Tata-tala Chantier	01
Pikounda	Ecole primaire Pikounda	01
Pokola	Ecole primaire de Pokola	01

DEPARTEMENT DE LA SANGHA

Suite

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Sembé	CEG Charles Zakama	01
Souanké	Siège du quartier CQ 1	01
TOTAL	07	07

Commune de Ouessou

Arrondissements	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Arrondissement 1 Nzalangoye	Ecole primaire Mambéké-Boucher	01
Arrondissement 2 Mbinjo	Ecole primaire Milandou	01
SOUS-TOTAL	02	02
TOTAL	09	09

DEPARTEMENT DU NIARI

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Banda	Ecole du centre	01
Divinié	CQ 1 Bibika	01
Kibangou	Siège du comité du village	01
Kimongo	Ecole primaire de Kimongo Poste	01
Londéla-Kayes	Ecole primaire de Londéla-Kayes	01
Louvakou	Village Moulendé Centre des maraichers	01
Makabana	Ecole primaire Bloc 1	01
Mayoko	Ecole primaire de Mayoko	01
Mbinda	Ecole Mbinda centre	01
Moungoundou Nord	CEG Moungoundou Nord	01
Moungoundou Sud	Ecole primaire de Mayama	01
Nyanga	Ecole primaire de Nyanga	01
Yaya	Ecole primaire de Yaya	01
TOTAL	13	13

Commune de Mossendjo

Arrondissement	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Arrondissement 1 Bouali	CEG Emile Koumba	01
SOUS-TOTAL	01	01

Commune de Dolisie

Arrondissements	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Arrondissement 1 Foundou-Foundou	Siège d'arrondissement	01
SOUS-TOTAL	01	01
TOTAL	15	15

DEPARTEMENT DU POOL

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Boko	CEG de Boko	01
Goma Tsé-Tsé	CEG de Nganga-Lingolo	01
Ignié	Ecole primaire d'Ignié	01
	Résidence CV Mandiéla	01
	Résidence CV Dzoulou	01
Kindamba	Ecole Milongo	01
Loungui	CEG de Loungui	01
Loumo	CEG de Loumo	01
Mayama	Ecole primaire Nkorogo	01
Mbandza-Ndounga	CEG de Mbandza-Ndounga	01
Ngabé	Centre préscolaire de Ngabé	01
Kinkala	Ecole primaire de Matsédi	01
Mindouli	Siège du quartier Centre	01
TOTAL	13	13

Commune de Kintélés	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Commune de Kintélés	CEG de Kintélé	02
	Stade de Kintélé	01
SOUS-TOTAL	01	03
TOTAL	15	16

COMMUNE DE BRAZZAVILLE

Arrondissements	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Arrondissement 1 Makélékélé	Ecole Mabilia Ma Nganga	01
Arrondissement 2 Baongo	Ecole de la Fraternité	04
Arrondissement 3 Poto-Poto	Mairie centrale	03
	CEG Nganga Edouard	05
Arrondissement 4 Moundali	Ecole Moussa Eta	02
	CEG de Moukondo	02
Arrondissement 5 Ouenzé	CEG Lheyet Gaboka	02
	Lycée 5 février 1979	02
Arrondissement 6 Talangai	Ecole 31 juillet 1968	01
	Ecole Mardoche	01
Arrondissement 7 Mfilou	Lycée de la Révolution	01
Arrondissement 8 Madibou	Ecole primaire de Madibou	01

COMMUNE DE BRAZZAVILLE

Arrondissements	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Arrondissement 9 Djiri	Carrefour Djiri-Boko	01
	Ecole A Daverne	15
TOTAL	15	30

DEPARTEMENT DE LA LIKOUALA

Districts	Centres de vote	Nbre de bureaux de vote
Bétou	CEG de Bétou	01
Bouanéla	CEG de Bouanéla	01
Enyellé	Siège de la sous-préfecture	01
		01
Epéna	CEG Mondaye	01
Liranga	Poste 2	01
Dongou	Siège de la sous-préfecture	01
SOUS-TOTAL	06	06

Commune d'Impfondo	Centre de vote	Nbre de bureaux de vote
Arrondissement 1 Foundou-Foundou	CEG Base Vie	01
SOUS-TOTAL	01	01
TOTAL	07	07

Article 2: Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal de la République du Congo

Fait à Brazzaville, le 23 février 2021



Raymond Zéphirin MBOULOU

1^{ère} PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

G BOX SERVICES
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

NOS METIERS

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

NOTRE FORCE, NOTRE RÉSEAU

- + De 14 agences dans tout le territoire national

NEW FORMULA POWERED BY SAP Business One

Service Clients :
Direction générale Brazzaville : Centre ville en face de la mairie centrale.
Agence Pointe noire : Centre ville Point noir Assas en face du Centre Culturel François.
Contact: 2017@pointinternational.net • www.pointinternational.net
(+242) 05 500 10 73 - (+242) 05 501 02 38

Nos Partenaires: 

LA SECURISATION DU SCRUTIN DU 21 MARS PROCHAIN AU CŒUR DES PREOCCUPATIONS DE L'ETAT

A l'opposé des élections antérieures, celle qui se déroulera dans près de deux semaines connaîtra une sécurisation particulière en ce qu'elle sera marquée par une forte présence des agents de la force publique, susceptible de dissuader les fauteurs de troubles en période électorale. Sur le plan sécuritaire, cette élection sera encadrée par la loi d'août 2020 autorisant ces agents à voter par anticipation de sorte que, débarrassés de cette occupation, ils se consacrent exclusivement à veiller sur la sécurisation du scrutin et de la population le 21 mars 2021. Ainsi, sous la férule de cette loi, les agents de la force publique se rendront aux urnes le 17 mars prochain pour désigner, chacun, son candidat.

L'Etat justifie cette initiative par l'expérience vécue par notre pays lors des élections. En effet, aucune élection tenue au Congo n'a été épargnée de violences. Les bilans de ces dernières ne sont jamais estimés financièrement. Pourtant, on y enregistre chaque fois des commerces éventrés et pillés, des biens appartenant généralement à des particuliers. L'Etat non plus ne reste indemne. Des établissements publics, particulièrement les sièges d'arrondissements et de préfectures, des postes de sécurité publiques sont saccagés avec une barbarie indescriptible. Les équipements sont incendiés, endommagés s'ils ne sont pas carrément emportés. Des ouvrages de franchissement construits à l'aide des milliards de francs CFA sont détruits en quelques heures. On a encore fraîchement en mémoire les événements du Pool où le chemin de fer et la nationale 1 ont subi des dégâts importants à la dernière élection présidentielle et causant des pertes énormes à l'économie du pays. Brazzaville, Pointe-Noire et certaines localités à l'intérieur du pays n'ont pas été à l'abri de ces violences électorales. Même la vie humaine y passe. Des compatriotes ont rejoint prématurément l'au-delà par la faute des politicards qui sont incapables de comprendre que la seule violence en démocratie qui tienne est celle qui émane de l'Etat, que pour manifester son mécontentement électoral, il y a des voies légales pour le faire. Ceci, au point que lorsqu'on évoque aujourd'hui la perspective de la tenue d'une élection dans notre pays, l'angoisse s'empare de la population. Dans une société où les raccourcis tiennent lieu de mode de raisonnement, où les ethnies sont identifiées aux partis politiques, il est risqué de se montrer lors de la publication des résultats lorsqu'on est d'une autre ethnie que celle qui est majoritaire dans le quartier ou l'arrondissement



Le général J.F. Ndonguet

dans lequel l'on vit. Ce, si le parti qui y a ses assises a mordu la poussière aux élections. Non seulement, on peut être l'objet d'une agression barbare de la part des militants de ce parti mais on peut aussi voir son domicile être vandalisé gratuitement. Laisser ces pratiques d'un autre âge s'enraciner durablement dans la société n'est pas responsable de la part de l'Etat. On est heureux qu'il bouge maintenant quelque peu sur ce point en prenant des mesures s'inscrivant dans une logique visant à y mettre un terme. Les élections ne devraient pas être un moment de déchirement de la nation. Ce n'est pas parce qu'un compatriote a jeté son dévolu sur un candidat dont l'ethnie est différente de la sienne qu'il faut le tracter. La mise en œuvre de la loi électorale sur le vote anticipé des agents de forces devrait lancer le pays dans la voie sinon de l'élimination définitive, du moins de la réduction des violences en période électorale dans notre pays. Il est vrai qu'elle peut déjà sauvegarder le matériel électoral, les bureaux

de vote et le transport des bulletins de vote et autres

documents électoraux importants qui font souvent les affaires des bandits qui les détruisent sauvagement alors que l'élection n'a pas encore donné ses résultats. Cette loi est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour parvenir à l'éradication de ce phénomène des violences électorales dans notre pays. A cette loi, il faut y ajouter l'implication de la police judiciaire afin que les auteurs des violences électorales soient identifiés et appréhendés puis remis au procureur de la République afin qu'ils répondent de leurs faits devant la justice. Peu importe le rang social ou politique de ces concitoyens qui se sont rendus coupables de trouble à l'ordre public. L'autorité de l'Etat ne saurait s'exercer qu'à une période donnée et non à une autre. Elle s'exerce de manière permanente et partout à l'intérieur du territoire national. Tout comme, elle ne saurait frapper que les seconds couteaux et exonérant scandaleusement les leaders des partis, ceux qui généralement incitent leurs militants à la violence aveugle. Ces deux institutions associées dans cette lutte contre les violences électorales finiront inéluctablement par produire les effets attendus par la nation. Tant que l'Etat

se contentera des demi-mesures, les fauteurs de troubles auront toujours de beaux jours devant eux, au détriment de sa crédibilité. Les pays qui sont parvenus à bout de ce phénomène l'ont été en priorisant aussi cette approche. Curieusement, faire cesser ces violences électorales semble ne pas être une préoccupation de toute la classe politique. On ne pourrait interpréter autrement ces cris d'orfraie lancés par certains politiques pour reprocher la loi autorisant les agents de la force publique à voter par anticipation. Ils lui trouvent des poux sur la tête pour la réfuter. Lorsque le pays est confronté à un mal récurrent qui le fait régresser chaque fois en raison des dégradations que subissent tant les biens publics que privés dues aux violences électorales, il faut bien qu'un jour l'Etat commence à trouver des solutions. La loi sur le vote par anticipation des agents de la force publique en constitue bien une. Attendons de voir sur le terrain pour éviter des a priori qui pourraient nuire inutilement à la compréhension d'un sujet qui va dans le sens de la promotion du vivre ensemble.

Laurent Lepossi

MESSAGE DE BIENVENUE



didat de la majorité présidentielle et à la délégation qui l'accompagne ce mercredi 10 Mars 2021.

Fait à Kindamba,
le 8 mars 2021

Pour le directeur
de campagne du
Candidat
Denis Sassou

N'Guesso
à Kindamba

La direction de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans le district de Kindamba souhaite la bienvenue à Kinkala, chef-lieu du département du Pool au can-

